Humanite Roudea Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18 CCP 30 226 72 La Source Maroc

TRENTE **MARXISTES-**LENINISTES ARRETES

Grèves Turquie

7 000 ouvriers d'is anbul et Eskisehir se sont mis en grève, lundi après-midi, pour obtenir des augmentations de salaires et de leurs indemnités de départ à la retrai-

Un porte-parole du syndicat des industries mécaniques a déclaré à la presse que le mouvement va s'étendre à d'autres entreprises si le patronat continue à refuser les conditions posées du côté syndical.

La greve a commencé dans les principales fabriques de réfrigérateurs et il est question qu'elle s'étende aux 40 000 ouvriers des entreprises du secteur mécanique.

Lip: ça repart

«ON FABRIQUE, ON VEND, ON SE PAIE»

«On fabrique, on vend, on paie», c'était le mot d'ordre, il y a déjà 4 ans des Par sa forme nouvelle, par son organisation, par travailleurs de chez Lip.

sa résistance aux tentatives de sabotage, la lutte des travailleurs de chez Lip avait ouvert à l'époque de nouvelles perspectives dans les formes de lutte contre les licenciements.

Face aux licenciements, la seule solution c'est de se battre ensemble, d'occuper la boite, et de faire fonctionner pleinement la démocratie ouvrière.

En se payant sur leur «trésor de guerre», les Lip ont pu imposer leur lutte. C'est cela en fait qui était nouveau. Des ouvriers osaient se saisir des biens du patron, faire fonctionner l'usine et vendre la production.

Aujourd'hui, après une éphémère réouverture et après une nouvelle occupation, un problème se pose à nouveau : manger. Les 90 % arrivent à échéance et bientôt le problème va se poser de manière urgente. Alors, on recommence : «on fabrique, on vend, on se paie». La production doit reprendre aujourd'hui et les premières ventes avoir lieu les 18 et 19 juin. Lip ? Ce n'est toujours pas fini

en provenance de Rabat, une trentaine de militants marocains, accusés de reconstitution d'organisations clandestines marxistes-léninistes ont été arrêtés ces derniers jours. On croit savoir que ces militants sont soupçonnés d'appartenir à l'organisation IIal Amam.

Cette organisation a déjà dù faire face à la répression au début de cette année : on se souvient du retentissant procès de Casablanca où furent jugés 176 militants marxistes-léninistes.

Commencé le 4 janvier 1977, il ne prit fin qu'à la mi-février par un verdict à l'image du régime criminel d'Hassan II : tous les militants furent condamnés : 44 d'entre eux, dont Abraham Serfaty, A la prison à vie. Le régime fas-ciste d'Hassan II ne se contente pas d'arrêter, de «juger» et d'amprisonner, Il torture : t∂us l'or t été et l'un d'eux. Abdellatif Zeroual en est 190/c.

Cette répression cruelle n'a pas pour autant arrêté toute activité revolutionnaire, c'est pourquoi le gauvernement d'Hassan II continue sa chasee aux sorcières envers les marxistes-léninistes, comme le prouvent ces nouvelles arrestations.

Il réprime également les coppérants français qui refusent de se plier à sa discipline: 7 d'entre eux ont ét expulsés samedi du Maroc. Mais la police marocaine ne semble pas vouloir en rester là. Elle recherche d'autres coopérants «dans le cadre d'une enquête pour activités portant atteinte à la sureté de l'Étata. Leur crime ? ils sont accusés d'avoir soutenu, d'une facon ou d'une autre, des organisations clandestines révolutionnaires marocaines.

Editorial

Pour un nouvel ordre économique mondial

C'est à Paris que s'est ouverte lundi la dernière session de la conférence Nord-Sud. Cette conférence réunit d'une part 8 pays industrialisés occidentaux et d'autre part dix neuf pays «en voie de développement» représentant les pays du tiers monde en lutte pour l'établissement d'un nouvel ordre économique

Le tiers monde représente aujourd'hui 75 % de la population totale de la planête mais ne possède que moins de 10 % des revenus de toutes les formes de production existantes.

conditionem des 86 pays consutuant la plus grande partie du tiers monde atteint 200 milliards de dollars soit plus de 3 fois le budget de la France.

Cette situation catastrophique est le résultat direct du pillage impérialiste dont sont victimes ces pays. Ni les pays africains, ni l'Asie ni l'Amérique du Sud ne sont «naturellement» pauvres. Ce sont même, au contraire, pour beaucoup d'entre eux des pays riches en matières premières et ressources énergétiques et ayant d'immenses possibilités humaines et naturelles de développement.

Aujourd'hui, le tiers monde qui, depuis la conférence de Bandoung, il y a un peu plus de 20 ans, a pris conscience de sa force et de son unité, exige la négociation de nouvelles règles du partage international des richesses mondiales, c'est cela l'enjeu du nouvel ordre économique mondial qui se profile en toile de fond de la conférence Nord-Sud.

Face au tiers monde uni qui s'exprime par les voix du Vénézuélien Perez Guerrero et de l'Algérien Bouteflika, un certain nombre de contradictions sont apparues à l'intérieur du bloc des pays «développés» notamment entre les pays d'Europe et les USA qui refusent l'indexation des prix des mmatiéres premières et une suspension de la dette extérieure

des pays du tiers monde.

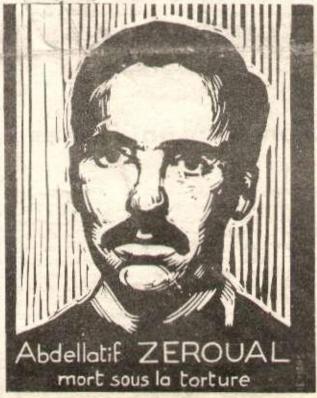
Un certain nombre de propositions, jugées constructives quoiqu'insuffisantes, ont cependant été proposées en début de séance par les pays industrialisés. On note, entre outre, la création d'un fonds commun de stabilisation des cours des matières premières et la mise en œuvre d'une action spéciale d'un milliard de dollars.

Bien que limitées, ces mesures constituent deja un succès indiscutable pour le tiers monde. Une absence remarquée à cette conférence, celle de l'Union sovié-

De par l'exploitation qu'elle exerce sur les pays du tiers monde, celle-ci aurait pourtant tout à fait sa place comme superexploiteuse des peuples aux côtés des USA. Mais aujourd'hui, un impérialisme montant, le social-impérialisme, n'estime même pas nécessaire de prendre en compte les légitimes revendications du tiers monde comme y est contraint l'impérialisme

C'est d'ailleurs d'un assez mauvais œil que l'Agence soviétique Tass voit la tenue de cette conférence, tenue qui est pourtant par elle-même une victoire du

On comprend que Moscou s'inquiète des progrès des peuples. Il est cependant clair que les progrès enregistrés par le tiers monde dans de telles conférences ne doivent pas être pris séparément de ceux qui sont marqués tous les jours dans les luttes. Luttes armées de libération nationale, luttes politiques, luttes économiques sont les divers aspects de la guerre qui se mêne au niveau mondial entre les peuples du monde d'une part, l'impérialisme et l'hégémonisme





A Reims

REUNION-DEBAT CENTRE SOCIAL 53, BD WILSON VENDREDI 3 JUIN, 20 H

Interventions:

 Un ouvrier, une travailleuse de l'hôpital, un travailleur social en formation, un chômeur, des travailleurs en lutte.

Un montage audiovisuel sur la réalité socialiste n Chine

 Intervention centrale : «Ni plan Barre, ni Programme commun, action révolutionnaires des masses»

- Nombreux panneaux, twile de presse...

2 ouvriers assassinés à Béghin-Say

«Monsieur Ferdinand» n'en est pas à son coup d'essai

Les deux ouvriers qui sont morts la semaine dernière ont eu la tête broyée par la chute d'un énorme cylindre de carton lors d'une opération d'échange de bobine. Les deux mille quatre cent travailleurs ont débrayé pour protester contre ce nouveau crime du capital. En effet, cela fait 4 morts dans cette entreprise en l'espace de 6 mois.

Début janvier, c'est un jeune ouvrier qui mourrait six semaines après un chute. Le 19 janvier, un ouvrier de 27 ans trouvait la mort, enseveli sous dix tonnes de charbon dans une trémie. Cette succession d'accidents est la conséquence directe de la restructuration entreprise par Ferdinand Beghin qui a supprimé plus de 100 emplois. N'a-t-il pas eu le cynisme de déclarer comme le rapportent Harris et Sédouy dans leur livre «Les patrons» : «Des gens qui travaillent à cinq postes... c'est pas tuant!».

Projet de loi contre le syndicat de la magistrature

Reculdu gouvernement

Claude Gerint, député giscardien d'Eure-et-Loire, viceprésident de la commission des lois voulait mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale, un projet de loi visant à interdire le syndicat de la magistrature. Il traduisait ainsi la volonté de la bourgeoisie d'interdire un syndicat qui remet en cause même si ce n'est que d'une manière partielle la justice bourgeoise. Ce projet a finalement été retiré de l'ordre du jour, le gouvernement hésitant à l'heure actuelle à attaquer de front ce syndicat.

«Un oubli»

Deux tonnes de mazout deversées dans l'Oise

Une pompe qui servait à transvaser du fuel dans une blanchisserie située dans la zone industrielle de Persan-Beaumont (Val dOise) n'a pas fonctionné. Le fuel a emprunté un petit canal qui l'a conduit tout droit dans l'Oise. Cette pollution qui va toucher une fois de plus la faune et la flore serait due à un «oubli». En deux ans, quatre plaintes ont déjà été déposées pour des oublis de ce genre.

Flics

Répression antijeunes

A Corbeil, des flics ont demandé leurs papiers d'identité à des jeunes qui avaient le seul tort d'être en groupe. Un jeune n'ayant pas ses papiers, ils ont voulu l'embarquer. Les autres ayant refusé par solidarité de montrer leurs papiers, c'est tous les jeunes qu'ils ont montés dans les fourgons. Plusieurs ont été tabassés. A Fontainebleau, deux jeunes qui achetaient des croissants dans une boulangerie ont voulu dérober deux brioches. Le boulanger a appelé la police et a prétendu qu'ils avaient voulu «cambrioler» la boutique. Les jeunes ont été tabassés dans le car.

Au commissariat, l'un deux attaché par une menotte au radiateur a été roué de coups une bonne partie de la journée. Il a déposé plainte auprès du procureur de la République pour coups et blessures. Mais le commissariat de Fontenaibleau n'en est pas à son coup d'essai et jusqu'à présent il a pu sévir en toute impunité.



le monde en marche

La nouvelle constitution soviétique Socialiste en parole, fasciste en réalité

Deux évènements étroitement liés marquent l'URSS :

 le limogeage de Podgorny et du secrétaire général de l'Organisation de la Jeunesse et le projet de nouvelle constitution.

Avant-même que le texte de la nouvelle constitution - dont la rédaction aura trainé plus de 20 ans soit publié (il ne le sera que le 4 juin prochain), les journaux soviétiques officiels l'encensent et publient de nombreuses «lettres de travailleurs» pour l'approuver, ce qui ne manque pas d'être curieux, puisque, contrairement à ce qui se passe dans un pays authentiquement socialiste, comme l'Albanie où tout le peuple, toutes les unités de travailleurs et les organisations du Parti ont abondamment discuté du projet de constitution nouvelle, l'ont amendé, rectifié, amélioré par leurs contributions, le peuple soviétique lui n'a été en rien consulté et ignore encore tout de ce texte élaboré à huit clos par les dirigeants révisionnistes soviétiques.

Plusieurs «fuites» officilles savamment orchestrées laissent cependant entrevoir les axes essentiels de ce texte voulu par Brejney.

Modification de la répartition des tâches au sommet, et de la hiérarchie en concentrant entre les mains de Léonid Brejnev les fonctions de secrétaire général du PCUS et de président du Soviet Suprême, c'està-dire de chef de l'État.

Restrictions aux «principes des nationalités», qui auraient comme conséquence une accélération de la politique de russification forcée des minorités nationales en URSS.

 Consécration de l'aberration au regard des principes du marxisme-léninisme de la transformation de la «dictature du prolétariat» en «État du peuple tout entier». Il est vrai qu'en URSS le pouvoir n'est pas entre les mains du prolétariat et du peuple, mais d'une poignée de sociaux-facistes.

- Augmentation - si c'est encore possible - de l'arsenal de répression anti-populaire. «Il est important de souligner» note l'écœurante «Pravda», «que comme il est indiqué dans le projet, les droits et libertés des citoyens ne peuvent pas et ne doivent pas étre utilisés contre le régi-

me... Le renforcement de l'ordre et de la légalité socialistes (lire : fascistes !) seront clairement exprimés.»

— Enfin les dirigeants du Kremlin entendent utiliser ce document au service de leur campagne sur la prétendue «détente». «Ce premier État du socialisme victorieux a inscrit définitivment sur son drapeau le mot «paix» en tant que principe supérieur de sa politique extérieure» commente encore la «Pravda»

qui souligne que c'est là l'un des traits les plus frappants du texte et le cite comme «modèle à suivre sur la vie et les droits de tous les autre peuples du monde».

Mais les dirigeants révisionnistes de Moscou peuvent s'évertuer à faire passer le noir pour le blanc, le vrai pour le faux : les faits sont là et ils sont têtus, qui révèlent chaque jour la nature fasciste et impérialiste de l'État qu'ils contrôlent.

Le peuple angolais n'acceptera jamais la domination de Moscou

Les évènements qui viennent de secouer Luanda, capitale de l'Angola sont la preuve que tout ne va pas pour le mieux pour le socialimpérialisme russe dans ce pays.

Vendredi dernier, de violents affrontements armés ont opposé pendant plusieurs heures dans la capitale angolaise, considérée comme le «fief» du président du MPLA Agostino Neto, les forces armées et cubaines et du MPLA, à des «éléments incontrôlés», selon la terminologie gouvernementale. Cette fois-ci, il ne s'agit ni du FNLA, ni de l'UNITA, qui, au Nord comme au Sud du pays, poursuivent l'action armée, mais bien d'un «comité d'action du MPLA» hostile à l'équipe gouvernementale et sans doute dirigé par deux membres du Comité central du MPLA, Nito Alves et Jose Vandunem, exclus il y a une semaine pour « fractionnisme» et «divisionnisme».

Rien d'étonnant à ce que le MPLA, regroupement hétéroclyte, formé avant la libération des anciens éléments du Parti communiste angolais, de nationalistes et même du militants attirés par le marxisme-léninisme, connaisse des divisions face à l'attitude antipopulaire et de soumission au social-impérialisme et à ses mercenaires cubains observé par le gouvernement présidé par Agostino Neto.

La guerre civile qui a causé des dizaines de milliers de morts - plus que les 15 ans de lutte contre le colonialisme portugais - la présence maintenue de 15 000 soldats et officiers cubains, et de centaines de «conseillés» soviétiques arrogants et dominateurs, l'arrestation de nombreux patriotes angolais opposés à cette politique, la censure, l'interdiction de toute grève, ne peuvent qu'engendrer un mécontentement croissant au sein du peuple angolais qui ne peut accepter sans réagir de se voir voler le fruit de sa lutte de libération et placé sans transition de la domination du colonialisme portugais à celle du socialimpérialisme russe.

Le «Comité d'action» qui avait investi la radio nationale, réclamant la «libération des patriotes emprisonnés» et condamnant la «répression populaire» en a été très vite délogé par l'assaut des troupes de Neto et les émissions ont repris... avec des speakers à l'accent cu-

Ces évènements surviennent au moment où la situation économique du pays devient de plus en plus difficile et où les difficultés d'approvisionnement et de subsistance mécontentent chaque jour davantage la population. Neto l'avouait luimême il y a une semaine : «Il n'y a rien sur nos marchés, pas même de poisson».

L'invocation d'un «Plan Cobra 77» d'invasion de l'Angola par la France, la Zaïre, le Sénégal et la RFA, ne peut suffire à dissimuler le fait que les évènement de Luanda ont leur source dans la situation qui prévaut en Angola même, à l'initiative des Soviétiques.

Face à cela, Neto a fait savoir son intention d'accentuer la répression en cours et de punir les prisonniers politiques qu'il détient «sans perdre de temps en jugements» et s'est empressé d'ajouter que les évène ments de vendredi «n'influaient en rien sur ses relations avec Cuba et l'URSS».

C'est pourtant là un sérieux avertissement que le peuple angolais n'accepte pas et n'acceptera jamais la domination du socialimpérialisme soviétique.

Rhodésie

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté vendredi à l'unanimité une résolution sur la Rhodésie qui aura pour effet, notamment, de fermer les bureaux d'information rhodésiens qui fonctionnent encore à Washington et à Sidney.

Le bureau qui était à Paris avait été fermé en février par les autorités françaises.

La résolution était présentée par les 15 membres du Conseil.

Elle prévoit que le Conseil se réunira de nouveau le 11 novembre au plus tard, pour examiner l'application au régime de Salisbury «de nouvelles mesures, en vertu de l'article 41 de la charte», consacré aux sanctions économiques et à la rupture partielle ou complète des communications et des relations diplomatiques. Elle invoque le chapitre 7 de la charte des Nations unies qui confère aux sanctions un caractère obligatoire de la part des États membres.

Le Comité permanent des sanctions du Conseil de sécurité examinera d'ici là l'application de telles mesures, qui s'ajouteraient aux sanctions économiques déjà en vigueur contre la Rhodésie du Sud.

Afrique australe

Les ministres de l'Intérieur et de la Défense de quatre des pays africains dits de «première ligne» ont lancé vendredi un avertissemnt à l'Afrique du Sud et à la Rhodésie, les mettant en garde contre toute attaque dirigée contre l'un des cinq pays du front.

Dans cet avertissement,

les ministres ont précisé que toute attaque dirigée contre l'un d'entre eux serait considérée comme une attaque dirigée contre tous.

Au cours de la reunion le représentant tanzanien a souligné à l'ouverture de la séance la nécessité d'une stratégie militaire commune pour lutter contre les invasions et les attaques provenant des régimes minoritaires blancs de Rhodésie et d'Afrique

Grande Bretagne

Le chancelier de l'Echiquier reprenant les arguments de tous les exploiteurs du monde appelle les ouvriers britanniques à se serrer un peu plus la ceinture pour que la bourgeoisie britannique sauvegarde ses profits... tout en reconnaissant que «l'accord sur les salaires» conclus il y a deux ans par les Trade Unions (syndicats) et le gouvernement s'est traduit par une baisse du revenu réel des travailleurs.

Réponse des électriciens grévistes de l'importante aciérie de Port Talbot, (Pays de Galles) en grève depuis le mois de mars : «Non à l'austérité, oui à la grève prolongée».

· Laos

La première ferme collective pilote a été créée au Laos, annonce l'Agence de presse Lao (KPL). 333 familles du village de Pak Cheng, dans la province de Vientiane, ont créé cette ferme collective pilote d'une superficie de 454 ha dont 316 ha nouvellement défrichés. Une entraide se développe également entre villages voisins pour l'exécution de grands travaux agricoles et hydre diques.



de la Saussaz - St-Michel-De-La-Maurienne (Savoie)

Le profit contre notre santé

Toute la vallée de la Maurienne est malade du fluor que dispersent abondamment les usines d'alumi-

Mais ce sont les travailment les gaz nocifs et la

A l'usine de la Saussaz

Quant aux résidus fluorés, la direction ne s'est pas embarrassée de scrupules pour s'en défaire : jusqu'en mars de cette année, elle les a versés à la décharge. Le vent ensuite se chargeait de répartir équitablement ce cadeau empoisonné aux alentours.

il a trouvé, bien sûr, la solution la moins coûteuse : réintroduire les poussières directement dans l'alumine des cuves.

Depuis, l'atmosphère de l'usine est devenue irrespirable. La poussière vole partout, c'est intenable. Ces poussières sont très dangereuses pour la santé des travailleurs : elles contiennent du fluor (55 grammes de fluorure par kg) et des produits de combustion des anodes (cancérigènes).

Mais on le sait depuis longtemps ici : pour Péchiney, en face de ses profits, la santé d. travailleurs ne compte pas.

Péchiney n'a jamais rien lâché que sous la pression de la lutte des travailleurs et par peur de la révolte.

Aujourd'hui, les travailleurs de la Saussaz sont décidés. Ils se mobilisent contre les méthodes de PUK, ils veulent de meilleures conditions de travail. Ils sont soutenus dans leur lutte par le comité antipollution Maurienne et les travailleurs de la vallée.

Les étus de l'Union de la gauche s'intéressent peu à la lutte antipollution; leur solution : la nationalisation du trust PUK en 1978.

Mais, comme nous l'ont dit les ouvriers de la Saussaz, de plus en plus les travailleurs ont conscience que c'est le système capitaliste qu'il faut détruire et qu'ils n'auront vraiment de bonnes conditions de travail que lorsqu'ils pourront les décider eux-mêmes.

Correspondant HR Saint-Jean de Maurienne

DEHORS BREJNEY!

«80 coups de canons ont accueilli ce 24 mai, à Cherbourg, deux navires de guerre soviétiques, 543 officiers, 271 élèves officiers... C'est, nous dit-on, une visite d'amitié».

Ainsi commence un tract largement diffusé par les militants marxistes-léninistes de l'Humanité rouge (Manche) à Cherbourg, lors de la manifestation syndicale du 24 mai, et intitulé «Drôle d'amitié».

Les marxistes-léninistes entendent bien en effet accueillir comme il se doit toute nouvelle concession du gouvernement français au social-impérialisme russe.

LE LANGAGE DES FAITS

Et le tract précisait : «Les faits parlent autrement».

Est-ce amicalement que 13 navires soviétiques, dont trois de guerre, sillonnaient l'année dernière nos eaux territoriales ? A tel point que «la presse de la Manche» inquiète titrait : «Que fait l'importante concentration navale soviétique au large de nos côtes ?»

Est-ce amicalement qu'en plus de ces forces, le pacte de Varsovie compte en Europe 3 millions 400 000 hommes (289 000 pour POTAN), 11 000 avions (800 pourl'OTAN) et 45 000 chars?

Si l'URSS est une amie pourquoi a-t-elle le premier budget militaire du monde ?

Pourquoi 60 % de son industrie travaille-t-elle à des fins militaires?

Pourquoi sa flotte de guerre – la première au monde – sillonn e toutes les mers et océans?

Pourquoi construit-elle un sous-marin par mois (3 en 2 ans aux USA)?

Pourquoi organise-t-elle la subversion en Afrique ?» Demain, c'est Brejnev en personne qui viendra en France, le 20 juin:

LE NOUVEL HITLER

jourd'hui, les communistes marxistes-léninistes ont proclamé leur ferme volonté de ne pas laisser ce nouvel Hitler se pavaner à son aise.

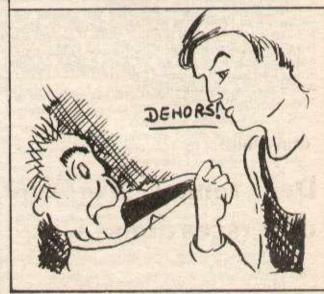
Quant à la bourgeoisie française, elle montre une fois de plus qu'il est dans sa nature de classe de capidevant l'agresseur. Qu'ont fait les Daladier et Cie en signant les accords de Munich si ce n'est laisser les mains libres à Hitler. Qu'a fait la majorité de la bourgeoisie quand la France était occupée par les nazis? En tant que classe, elle a collaboré. Parmi la bourgeoisie, seules quelques personnes ont résisté et ont combattu le fascisme.

Que disait Léon Blum avant la guerre ? «Hitler ne veut pas la guerre». L'expérience historique l'a prouvé : nous ne pouvons faire confiance à la bourgeoisie, de droite ou de gauche, pour assurer l'indépendance nationale.

Voilà pourquoi les communistes marxistes-léninistes ont décidé d'expliquer partout qui est Brejnev, ce qu'est l'URSS d'aujourd'hui, quelle est l'attitude du gouvernement français à son égard.







Rouen

Manifestation anti-fasciste







Photos de la manifestation contre la tenue d'un mechas fasciste à Rouen samedi après-midi. Elle regroupait une centaine de marxistes-léninistes.

PAS DE MEETING FASCISTE A ROUEN! A PRAGUE COMME AU CHILI, NON AU FASCISME, NON AU SOCIAL-FASCISME !

nouvelles affich

Quatre affiches en plusieurs couleurs sont à la disposition de nos lecteurs pour faire partout connaître la réalité des faits, le vrai visage de l'URSS, pays socialimpérialiste, superpuissance la plus agressive de nos jours, pour dénoncer aussi la mystification que constitue la prétendue « détente».

«Détente égale mensonge. L'URSS prépare la guerre.»

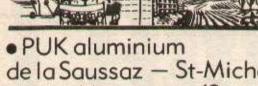
«A bas la dictature sociale-fasciste en URSS! Vive l'URSS de Lénine et de Staline !»

"Hors des eaux françaises les "chalutiers" espions russes !»

«Hors du Zaîre, hors d'Afrique, le social-impérialisme russe !»

Nos lecteurs peuvent commander ces affiches en écrivant ou en téléphonant au journal.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN **DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!**



nium Péchiney.

leurs des cuves à électrolyse dont la santé est la plus touchée. Huit heures par jour, ils respirent directepoussière d'alumine.

(Saint-Michel de Maurienne), à cause des réclamations répétées, Péchiney a fait installer des «mini-hottes» qui devaient capter à la source les émissions fluorées. Nais, c'est bien insuffisant : 28 cuves restent non captées, et les 84 autres cuves pourvues du peu efficace système des «mini-hottes» ne réduisent que de 30 % les émanations fluorées de l'usine. Aucune mesure officielle du taux de fluor restant n'a été effectuée. Et l'on s'est apercu récemment qu'une partie du dispositif avait été monté à l'envers!

Devant la protestation des habitants, Péchiney décida de garder les résidus :

Une nouvelle brochure est parue :

«Paris 19 mars 1977»

Cette nouvelle brochure retrace la manifestation et le meeting organisés ce jour-là par les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge pour commémorer le 106e anniversaire de la Commune de Pa-

Elle contient notamment des extraits des discours prononcés par des travailleurs de l'Alsthom, PTT Paris Brune, Câbles de Iyon, Chèques Postaux, hôpital Corentin Celton, Thomson CSF. Vous y trouverez également l'intervention faite au nom du PCR (ml) et le discours prononcé par Jacques Jurquet, directeur politique de l'Humanité rouge.

Cette brochure est illustrée par de nombreuses photos représentant notamment la manifestation, les orateurs, la partie culturelle, les divers stands, la crèche, etc.



PASSEZ VOS COMMANDES A : APN éditions BP 279 - 75 886 Paris Cedex 18 (Libellez les chêques à l'ordre de l'APN - Prix de la



• Le Mans

3ème semaine de grève chez Bonnet

Les 42 travailleuses de chez Bonnet entament leur 4e semaine de grève. Plus que jamais, elles sont déterminées à obtenir satisfaction. Le patron ne cède pas, sauf pour quelques broutilles. Il n'y a pas de sanctions à l'égard des grévistes.

Mais si le patron Bonnet a la tête dure, les grévistes l'ont aussi. Elles ont en mémoire la grève de septembre qui fut une première victoire de leur section CFDT (seule dans l'usine). La création de la section a permis de relever la tête. Avant, le patron leur interdisait de parler et la contremaîtresse était maître. Maintenant, elle a perdu de son poids. La collecte organisée par les travailleuses leur a permis de récolter 9 000 F Corresppondant HR

Note: Quelques erreurs se sont glissées dans l'HR du 11 mai : les premiers salaires sont de 1 800 F ; et du 14-15 mai : la prime d'ancienneté n'est accordée que pour le mois de congé annuel.

Angers (Maine-et-Loire)

Necessité de connaître les autres sous-traitants

Les ouvriers des Fonderies de l'Avtion (Ponts de Cé, banlieue d'Angers) sont en grève illimitée depuis trois semaines.

La boîte emploie une soixantaine d'ouvriers et fabrique, en sous-traitance pour Renault et Peugeot des tubulaires d'échappement, pompes à eau, pompes à huile, et des collecteurs.

La grêve est dirigée par les ouvriers eux-mêmes en assemblés, générale de grévistes. Les revendications portent sortamment sur les questions de salaire, la Se semairle de congés payés, les classifications...

Depuis trois semaines, ils organisent la popularisation de leur grève eux-mêmes et seuls. Jusqu'ici, 6 000 F ont été collectés à la porte des boîtes, dans les manifestations et sur les marchés.

Cependant, aucun soutien n'a été apporté par l'UL CGT (la CGT étant le seul syndicat dans la boîte).

Pour les ouvriers, il est clair que l'UL CGT ne veut pas de ce genre de grèves . Beaucoup d'ouvriers manifestent qu'il s'agit là d'un véritable coup de poignard dans le dos de la classe ouvrière.

C'est d'autant plus évident pour eux que le jour de la manifestation du 24, la CGT leur refusait le micro. Ils ont dû le prendre eux-mêmes

De même au niveau des piquets de grève, il n'y a aucun soutien des UL. Pour une petite boîte c'est un problème important à résoudre.

Autre exemple, de coup dans le dos porté aux ouvriers, c'est le fait que l'UL CGT prétend (sans tromper personne) qu'il n'est pas possible de savoir quelles sont les autres boîtes qui fabriquent les mêmes produits pour Renault et Peugeot. Or, c'est un problème crucial pour les grévistes qui ont le plus grand besoin de cette information pour que leur grève n'échoue pas

Aussi, si des camarades connaissent des boîtes qui fabriquent les mêmes choses que les Fonderies de l'Avthion, il est urgent qu'ils en informent les grévistes en écrivant à : Section CGT - Fonderies de l'Avthion - 49130 - Les-Pont- de-Cé -

Correspondant HR après discussion avec les grévistes

PS : Le patron ne veut rien céder et menace de fermer la boîte, mais les ouvriers sont conscients qu'il s'agit là de démagogie.

Cependant, il semble que certains grévistes soient secoués par la perspective de réductions d'horaire.

Exposition PHOTOS et GRAVURES LUTTE DES FOYERS SONACOTRA Du 25 mai au 10 juin Du lundi au vendredi de 14n a 20h. Samedi de 10h à 20h. Dimanche de 10h à 18h. 68. rue de Belleville - Paris 20° (Métro Pyrénées)

Sécurité sociale - Limoges

Ce n'est pas un coup d'épée dans l'eau!

Ces derniers jours, une action entreprise par les trois syndicats contre les conditions de travail imposées par la restructuration informatique, a connu un échec temporaire.

Le bilan de cette première expérience ne doit pas oublier les aspects positifs et nouveaux de cette action, doit mettre en lumière ses insuffisances et ses erreurs.

Une volonté nouvelle s'est exprimée. D'une part, et d'abord, la volonté pour les syndicalistes employés de prendre en compte activement leurs propres problèmes, c'est-à-dire les problèmes concrets et immédiats de tous les employés, nés avec la restructuration informatique des caisses.

D'autre part, une volonté de se débarrasser de la domination des cadres qui en fait, mettaient les sections syndicales à la remorque des directions, ou tout au moins faisaient de celles-ci des instruments entre les mains de l'encadrement pour défendre leurs propres intéréts.

Les syndicalistes employés ont constaté de plus en plus que les directions syndicales sur le plan national et même local, se fichaient pas mal de l'exploitation, accrue des employés et n'étaient pas décidés à informer ou à mobiliser réellement sur le tas les employés pour défendre leurs intérêts immédiats.

Malgré cela, ils ont décidé eux-mêmes d'analyser la situation, d'informer et

Personne parmi les directions syndicales et celle des partis politiques qui se qualifiaient volontiers de «responsables», n'a dénoncé les dangers du plan national informatique, de la comptabilité analytique de gestion, du renforcement de l'encadrement, de la hiérarchie et de leurs rôles répressifs, de la réorganisation du travail et des services, des nouveaux programmes des Cetelic, etc.

En fait, des responsables : oui, ils le sont, responsables d'être complices de l'accentuation de l'exploitation des employés, en signant en haut lieu des classifications scandaleuses et des conventions capitular-

L'inexpérience et le passé encore lourd du syndicalisme

bureaucratique et de collaboration de classe

Si au niveau des sections syndicales l'analyse de la situation était juste, une juste tactique, une ferme ligne d'action n'avait pu être définie à cause de l'influence néfaste du passé syndical, de l'inexpérience et du manque de confiance en soi des délégués.

Il en résulte un manque d'esprit d'offensive et de volonté d'initiative, ce qui a freiné l'action et permis à la direction de manœuvrer.

Une idée néfaste, dont la

direction s'est beaucoup servie pour décourager les délégués, fut d'abord celle «du respect de la légalité».

Il était illusoire de croire que la légalité, la règlementation, les instructions ministérielles n'étaient pas faites systématiquement contre nous et qu'on pouvaient arriver à obtenir sans trop de problèmes des aménage-

Une autre erreur, était de croire que, même si elle était «butée», la direction n'était pas vraiment composée d'exploiteurs, qu'on pouvait éveiller chez elle une prise de conscience et de meilleurs sentiments à condition de ne pas trop la brusquer, d'être «raison-

Mais l'erreur principale fut certainement de ne pas tout faire pour déclencher dès le départ un mouvement chez les employés et de susciter leur propre initiative. Ceci tient surtout au fait que les sections syndicales avaient l'habitude de se substituer aux employés, de minimiser, voire méme de mépriser leus aspirations, leurs possibilités, leur capacité d'agir et voyaient dans le patron et l'encadrement des dieux toutpuissants qui avaient semé dans leur bureau la division et la crainte.

Ceci tient aussi au fait que les partis soi-disant de «gauche» infiltrés dans les directions syndicales font tout pour saboter et pour faire croire que les actions déclenchées de la base sont des aventures sans issue.

Tout récemment, à la CAF de Limoges, une lutte concernant l'augmentation des effectifs et la suppression du rendement nominatif a été sabotée dès le départ en particulier par le dirigeant FO de cette caisse. A la CRAMCO, la direction CGT quand elle fut informée de l'action à la CPAM a fait savoir qu'elle désirait rabattre sur la journée de grève nationale du 24 les revendications exprimées à la CPAM.

Il y a des solutions

Il faut définir clairement la cible : la direction, serviteur du gouvernement du CNPF.

Il faut construire à la caisse l'unité de classe des employés, dans l'action et par la démocratie ouvrière.

Il faut populariser la lutte, et rechercher en même temps la coordination des luttes et le soutien mutuel des autres caisses sur le plan national.

Les Communistes marxistes-léninistes de la Sécurité sociale

Institut géographique national (ING).

La CGT refuse la dynamique unitaire «ouvriers - fonctionnaires»

En 1972, les fonctionnaires avec quelques ouvriers, ont occupé les locaux de la direction générale pour poser le problème de la mission de l'établissement. Le mouvement de colère, peu structuré, a abouti à la nomination d'un nouveau directeur qui a appliqué depuis 74 strictement la politique gouvernementale, à savoir : exportation et restructuration des services par produits.

En ce mois de mai 77, plus de fard : pas de com-mandes de l'État, un déficit et une politique de restriction, de quoi provojuste colère personnel.

Lundi 16 mai à 14 h à lieu à Saint-Mandé un forum dans la cour au sujet des points attribués au personnel ouvrier. Si les prises de paroles, tant CGT que CFDT, ne furent pas très mobilisatrices, le personnel ouvrier en décida autrement : mardi, les ouvriers iraient à Grenelle, siège de la direction générale (*).

Les délégués de la CGT ouvrière, contactés par un membre de la CGT-PTA refusèrent la participation des fonctionnaires prétextant que c'était une affaire strictement ouvrière.

Quant à la CFDT, elle appela les fonctionnaires à se solidariser avec le corps ouvrier par un tract le mardu matin. A la même porte, le PCF distribuait «Ac- le mécontentement dans les tualisons Programme commun» !

A Grenelle, devant l'intransigeance de la direction générale, la seule proposition de la direction CGT ouvrière fut : «la grêve de 24 h» : elle se fit huer.

Il est net qu'à l'IGN, la CGT ne veut pas voir se développer un mouvement de riposte au plan Barre. Elle cherche à canaliser

manifestations générales qui servent de faire valoir aux partis de la «gauche». D'ailleurs, un dirigeant PCF s'exclama en réunion syndicale : «Un Mai 68, ça jamais 1%.

(*) La «négociation» n'a pas aboutir et la direction générale demande un examen chiffré des promotions.

Un lecteur de l'HR

A l'IGN, il y a 2 CGT: la CGT ouvrière et la CGT-PTA (personnels techniques et administratifs). Cette division existe au

sein du ministère de l'Equipement et elle est révélatrice de la pensée CGT actuelle. L'établissement qui produit les cartes en France (et d'autres produits : photos aeriennes, etc.) est compose de 800 fonctionnaires ; en majeure partie ce sont des techniciens et des ingé-

La cellule du PCF est

IMP : La Nouvelle

peu importante mais présente, surtout chez les fonctionnaires. Elle est dirigée surtout par des ingé-

Le corps ouvrier représente à peu près 1 000 personnes en grande partie syndiquées à la CGT.

La CFDT (verticalefonctionnaires ouvriers) y est numériquement moins implantée. Elle avait refusé de s'associer à la grevebidon du 28 avril.

Il y a aussi à l'IGN une importante imprimerie.

POUR COMMANDER DES BROCHURES (et uniquement pour cela). adressez-vous à APN éditions BP 279 75 886 - PARIS Cedex 18 Libellez les chèques à l'ordre de l'APN